

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.



Informations du Guatemala

2èmé année -n° 69

du 20 au 26 avril 1984

POLITIQUE.

L'Armée du Guatemala, la cendrillon
Il n'y aura pas d'aide militaire des U.S.A.
Nous ne sommes pas interventionistes
Taiwan fournira des armes au régime guatémaltèque
Les vieux routiers de la politique prolifèrent
Les citoyens rejettent le processus électoral
Les politiques acceptent de ne pas être bien vus dans
'opinion publique

ECONOMIE

La politique économique échoue
Le F.M.I. bloque des déboursements au Guatemala
Guatemala victime du F.M.I.

INSURRECTION

Quarante morts dans les forces armées au Quiche : EGP

DROITS de L'HOMME

La recherche des disparus n'a donné aucun résultat
Les ouvriers ne manifesteront pas le 1er mai
Repression contre le mouvement ouvrier
La population a peur des massacres
Disparition d'enfants remis à un détachement militaire

- POLITIQUE -
=====

L'ARMEE DU GUATEMALA, LA CENDRILLON

Les manoeuvres militaires des U.S.A. exercent des pressions contre le Nicaragua et l'armée guatémaltèque n'y participe pas parce que Wahington lui a refusé l'aide militaire dont elle avait besoin. (déclaration faite le 23 avril par le porte parole officiel de l'institution, Lieutenant Colonel Edgar Djalma Dominguez)

" Le Salvador reçoit une aide militaire, le Honduras est objet d'appuis militaires importants. Pourquoi participerions-nous à un projet en tant qu'invités de moindre qualité? Nous sommes tout à fait considérés comme la Cendrillon de la famille" a exprimé M. Djalma.

Le chef de l'Etat, général Oscar MEJIAS VICTORES a déclaré ces derniers mois à maintes reprises, que l'armée guatémaltèque ne peut pas participer à des manoeuvres militaires parce qu'elle ne peut pas distraire ses troupes de leur propre guerre contre la sédition. Ce porte parole a aussi ajouté que le Guatemala n'avait rien à gagner en participant à ces manoeuvres. Il a souligné le malaise qui régnait dans les forces armées, car depuis sept ans elles n'ont reçu aucune aide miliatire des Etats Unis.

LES PORTES DE L'AIDE MILITAIRE AMERICAINE SE SONT FERMEES.

Ramon ZELADA CARRILLO, attaché de presse à la présidence a affirmé le 24 mars que "pour obtenir une assistance militaire, les portes des Etats Unis sont pratiquement fermées".

Les déclarations de Zelada paraissent confirmer que le régime guatémaltèque n'est pas disposé à observer les exigences du congrès américain. La condition posée par celui-ci pour l'obtention de cette assistance militaire est d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

Il y a deux semaines, à Miami, lors de discussions avec des fonctionnaires américains, le général MEJIAS VICTORES a de nouveau sollicité une assistance militaire et "de la compréhension" à l'égard de son gouvernement. Cependant à son retour, il a déclaré qu'il ne fallait pas compter, à court terme, sur l'aide militaire américaine.

NOUS NE SOMMES PAS DES INTERVENTIONNISTES

Le 25 avril le lieutenant colonel Djalma Dominguez a affirmé que l'armée guatémaltèque n'interviendrait dans aucune invasion dirigée contre les pays de la région. Il écartait aussi la possibilité que les Etats Unis utilisent éventuellement le territoire guatémaltèque pour de telles fins.

"La vérité, a dit Djalma, c'est que les Etats Unis ont déjà défini leur politique. Nous avons depuis longtemps une tradition de non intervention devant les conflits qui éclatent dans l'isthme. En tant que militaires, nous ne pourrions pas le permettre".

TAIWAN PROCURERAIT DES ARMES AU REGIME GUATEMALTEQUE.

"Au cas où on le lui demanderait, le régime de Taiwan fournirait des armes au régime guatémaltèque." C'est le général TEI TFUN HAU, chef de l'état major de Taiwan et du ministère de la défense de ce pays, qui, le 24 avril, en a fait la déclaration au Guatemala alors qu'il y était en visite pour trois jours.

Le 14 avril dernier, la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU a demandé à tous les gouvernements du monde de s'abstenir de fournir des armes ou des équipements belliqueux au régime militaire guatémaltèque, "tant qu'il y aura des informations faisant état de graves violations des droits de l'Homme au Guatemala."

L'ARMEE MONOPOLISE LA DIRECTION DE L'ETAT.

Frank LARUE, membre de l'opposition guatémaltèque, a affirmé lors d'une émission au canal 5 de la télévision américaine que "l'alternative du peuple du Guatemala ne peut pas être subordonnée à des élections" qui sont organisées et contrôlées par l'armée. C'est le 25 avril que cette information est parvenue au Guatemala.

M. LARUE, membre de la représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) a participé devant plusieurs organismes de l'ONU à un débat sur la situation au Guatemala ainsi que Federico FASHEN ORTEGA, ambassadeur du Guatemala à Washington.

M. LARUE a assuré que "l'armée tient fermement l'hégémonie et la direction de l'état, même s'il n'y a pas eu de changements dans la présidence du pays." Par la même occasion il a signalé " les violations permanentes du gouvernement aux droits de l'Homme."

De son côté l'ambassadeur FASHEN a dit que " le régime du général MEJIAS VICTORES, à l'inverse des régimes antérieurs, a essayé de respecter les droits de l'Homme et qu'il propose un retour à la constitutionnalité.

LES VIEUX TRAFIQUANTS DE LA POLITIQUE RESSURGISSENT.

Mario SANDOVAL ALARCON dirigeant suprême du parti ultra-conservateur, parti du Mouvement de Libération Nationale (MLN) a déclaré le 25 avril: "Il n'y a pas de création de nouveaux partis politiques au Guatemala."

M. SANDOVAL ALARCON se référait aux 42 comités de formation de partis politiques enregistrés sur le registre électoral. Jusqu'à présent seulement 15 d'entre eux ont réuni les conditions qui leur permettront de participer aux élections pour l'assemblée nationale constituante.

Chaque parti désigne 88 candidats. Ainsi il y en aura 1.320 pour choisir 88 députés. La nouvelle assemblée nationale constituante sera chargée d'élaborer la quatrième constitution en trente ans.

LES CITOYENS REJETENT LE PROCESSUS ELECTORAL.

La méfiance et le septicisme est la réponse des guatémaltèques à la mise en route du processus électoral par le gouvernement militaire. Ce sont des résultats publiés le 25 avril par le journal "Prensa libre".

Selon les résultats de cette enquête, la plus grande partie de la population "ne veut plus entre parler de politique ni de politiciens."

Malgré les déclarations réitérées du chef de l'Etat, le général MEJIA VICTORES, qui signale que son gouvernement a fait des progrès pour "éliminer le septicisme provoqué par les fraudes électorales", le journal "Prensa libre" signale que la majorité des personnes enquêtées " n'ont de sympathie pour aucun candidat" et que les hommes politiques sont des "charlatans".

LES POLITICIENS ACCEPTENT D'ETRE MAL VUS PAR LA POPULATION.

Le 25 avril, plusieurs dirigeants politiques ont accepté "que la population guatémaltèque se méfie d'eux et qu'ils sont mal vus." Ils sont aussi accusés de changer de parti "comme de chemise".

Napoléon ALFARO, secrétaire général du parti conservateur révolutionnaire (PR) affirme: "Nous, les hommes politiques, devons reconnaître, qu'en vérité, nous sommes mal vus par le peuple". Et il a ajouté: " il est logique alors que le peuple n'ait plus confiance en ses dirigeants politiques."

Hector ARAGON QUINONEZ, dirigeant du parti Mouvement de Libération Nationale (MLN) d'extrême droite, affirme lui

aussi que "la situation des dirigeants politiques est pré-occupante. Ils changent de parti comme de chemise". "Ceci reflète le désordre politique qui règne au Guatemala et démontre le manque de crédibilité des dirigeants politiques."

- ECONOMIE -
=====

ECHEC DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE.

La politique de réactivation économique menée l'an dernier par le gouvernement militaire a échoué. Une analyse du Centre de Recherches Economiques Nationales (CIEN) en a fait état le 23 avril dernier.

Selon le CIEN (organisme dépendant des secteurs du patronat) le produit national brut a sensiblement baissé en 1983. Il n'y a que le secteur agro exportateur qui a subi une amélioration.

Le rapport avance qu'en Amérique Centrale les problèmes commerciaux, la réduction des dépenses publiques, l'augmentation du chômage et la diminution des investissements privés ont contribué à amplifier la crise.

Le CIEN souligne aussi que la réforme fiscale a donné des résultats négatifs et que le total des recettes fiscales a considérablement diminué

LE F.M.I. GELE TOUT PRET AU GUATEMALA.

Le F.M.I. bloquera tout prêt au Guatemala parce que les perspectives économiques du pays sont décourageantes.

L'an dernier le F.M.I. avait accordé un crédit de 120 millions de dollars au gouvernement du Guatemala desquels 40 millions avaient effectivement prêtés. Les 60 millions restants n'ont pas été débloqués.

Selon un mémorandum envoyé au ministre des finances par le F.M.I., une détérioration fiscale est prévue pour les mois à venir. Elle aura des conséquences sur la monnaie et la balance des paiements.

Le document en question prévoit que le recouvrement fiscal sera nettement inférieur à celui de 1983, malgré la nouvelle réforme du mois d'août dernier.

Le déficit du gouvernement sera deux cent quarante millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu au départ.

Cependant, ^{malgré} l'augmentation prévue par l'apport des devises de l'exportation des produits de l'agriculture et de l'élevage, car les prix ont monté sur le marché international, le déficit de la balance des paiements ne sera pas inférieur à 190 millions à cause de l'augmentation du paiement des intérêts et des importations affirme le document du F.M.I.

LE GUATEMALA, UNE VICTIME DU F.M.I.

Le Guatemala est "victime d'un harcèlement de la part du Fond Monétaire international" (FMI), constate le 25 avril le ministre de l'économie, Leonel HERNANDEZ CARDONA.

Le F.M.I. a exigé au gouvernement une augmentation des recettes de l'Etat et une diminution des charges publiques, sous peine de perdre le financement approuvé par cette institution.

Selon le ministre de l'économie, la seule chose que peut faire le Guatemala: "c'est une nouvelle augmentation du taux des impôts (IVA) de 10%. Le général Mejia Victores s'oppose à cette mesure."

"Les prêts que le F.M.I. accorde au Guatemala sont importants pour améliorer notre balance des paiements" a dit HERNANDEZ CARDONA.

- INSURRECTION -
=====

QUARANTE PERTES POUR L'ARMEE DU QUICHE.

Les troupes gouvernementales ont souffert de la mort de quarante soldats et de nombreux blessés font partie des victimes d'une embuscade menée le 12 avril par l'EGP (ejercito guerrillero de los pobres) armée de guerrilla des pauvres, à IXCAM, au nord-ouest du QUICHE.

Le communiqué des insurgés daté du 18 Avril affirme qu'ils ont capturé 10 fusils en plus d'équipements militaires et qu'ils ont détruit trois camions militaires.

- DROITS DE L'HOMME -
=====

ENCORE PLUS DE VICTIMES DE LA VIOLENCE OFFICIELLE.

Trente neuf personnes ont été assassinées dans le pays entre les 5 et 18 avril, selon des informations données par la presse et les organismes humanitaires. La majorité des cadavres portaient des traces de tortures.

Selon les mêmes sources, 36 personnes ont été arrêtées et portées disparues ainsi que 79 blessés dans la même période dans des actions réalisées par des éléments des forces de sécurité gouvernementale.

Parmi les 154 victimes officielles de la violence, 29 étaient des femmes qui ont identifié les auteurs comme étant des membres de l'armée et des divers corps de police.

LA RECHERCHE DES DISPARUS EST INFRUCTUEUSE.

De nombreuses personnes ont sollicité l'intervention de la Commission Pro Paz (pour la Paix) afin de connaître le lieu de détention de leurs proches arrêtés ou portés disparus le 25 avril dernier.

Madame MONTENEGRO de GARCIA, épouse du dirigeant syndical Fernando GARCIA sequestré en février dernier par les forces de sécurité du gouvernement a affirmé que "seuls les faits vont démontrer si la Commission Pro Paz respecte sa raison d'être qui est"de défendre les Droits du Peuple Pauvre et Opprimé"

La Commission Pro Paz a été créée l'an dernier. Le recteur de l'Université San Carlos en est le président. Elle est intégrée par des représentants de l'armée, du gouvernement, des conseils professionnels, des églises évangéliques, du patronat.

Son but est de veiller à la liberté et à la sécurité des personnes et à l'accomplissement de la loi.

" Nous espérons que cet organisme ne soit pas un mort-né" a dit une personne qui y demandait des informations et qui ne voulait pas être identifiée.

LES OUVRIERS NE MANIFESTERONT PAS LE 1er MAI.

Les ministres du Travail et de l'Intérieur nous ont informé que jusqu'à ce jour, 25 avril, aucune organisation de tra-

vailleurs n'avait demandé l'autorisation pour la manifestation traditionnelle du 1er Mai, jour international du Travail.

Des dirigeants syndicaux, voulant rester dans l'anonymat, nous ont affirmé, que cette année encore (et c'est la quatrième fois), les travailleurs indépendants ne feraient aucune manifestation à cause de la terrible répression qui sévit contre les secteurs ouvriers de la part des forces de sécurité.

Ces syndicalistes nous assurent qu'aujourd'hui la violence exercée "est pire qu'à l'époque la plus terrible de LUCAS GARCIA" et que le gouvernement militaire "a transféré la crise économique, dans toute sa splendeur, dans les secteurs populaires".

Mais pourtant le ministre de l'Intérieur (gobernacion) Adolfo LOPEZ SANDOVAL affirme que "La tranquillité règne dans le pays. Elle est le résultat de la confiance de la population envers les autorités. Cette confiance permet de réaliser des manifestations qui faisaient partie de la tradition dans le passé."

REPRESSION CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER.

La répression qui existe contre le mouvement ouvrier "est seulement comparable aux pires jours de LUCAS GARCIA" (communiqué du parti socialiste démocratique (PSD) du 25 avril)

Ce communiqué qui émane du PSD (membre de l'Internationale Socialiste), depuis 5 ans dans la clandestinité, informe que dans le pays, plusieurs entreprises violent les conventions collectives de travail devant la plus grande indifférence de l'Etat. Ainsi "La Embotelladora San Bernadino", "El Banco de Occidente", "El Ingenio Pantaleon", "Tejidos Universal".

Le PSD dénonce aussi qu'une persécution jamais vue s'est déchaînée contre les syndicalistes, que des familles entières doivent abandonner le pays, qu'on ne respecte même plus l'immunité diplomatique.

Alvaro René SOSA RAMOS, syndicaliste, a reçu des coups de feu à l'intérieur de la Mission diplomatique de Belgique.

LA POPULATION A PEUR DES TUERIES ET ASSASSINATS.

Des personnes de la commune de CANTEL, du département de

QUETZALTENANGO à 210 kilomètres au nord de la ville de Guatémala ont constamment peur des forces gouvernementales qui dans la région, se livrent à des tueries en utilisant la tactique de "la terre rasée" (dénonciation de la Commission des Droits de l'Homme du Guatémala le 25 avril)

Les raisons de cette terreur sont les suivantes : à Cantel, 95% de la population est indigène, et depuis plusieurs mois ces gens ont refusé de s'incorporer comme volontaires aux patrouilles civiles et aux groupes paramilitaires de soutien à l'armée.

Et les plus vieux leaders de la communauté ont été exécutés sans jugement pour cette raison. (dénonciation de la CDHG).

DES ENFANTS REMIS A UN DETACHEMENT MILITAIRE "DISPARAISSENT"

Quatre enfants qui avaient saisis par des patrouilles civiles au nord-ouest du QUICHE et qui avaient été confiés au détachement du lieu ont "disparus" (dénonciation de Madame Sebastiana MEJIA MENENDEZ à ce jour)

Madame MEJIA MENENDEZ nous a rapporté que ces patrouilles d'auto défense civile du canton de XALULUJ, de SANTO TOMAS CHICHICASTENANGO, du QUICHE l'avaient arrêtée avec ses jeunes enfants AURELIO, JULIO et NATALIA BENAVAL MEJIA en les accusant d'être des guerrilleros.

La mère des jeunes enfants nous a affirmé qu'il n'y a qu'elle qui ait été libérée et qu'elle ignore où sont ses enfants." Elle sait très bien "le danger que représente une telle dénonciation" Elle a fait une demande de présentation de la personne de ses enfants contre les autorités militaires de la municipalité de CHICHICASTENANGO.